

Convention d'objectifs pour les années 2020 à 2023

entre

- **La République et canton de Genève (l'Etat de Genève)**
représentée par
Madame Anne Emery-Torracinta, conseillère d'Etat chargée du
département de l'instruction publique, de la formation et de la
jeunesse (le département),
d'une part

et

- **L'Université de Genève**
ci-après désignée l'Université
représentée par
Monsieur Yves Flückiger, recteur de l'Université de Genève
d'autre part

Plan de la convention

TITRE I : Préambule et conditions cadres

TITRE II : Dispositions générales

Article 1: Cadre légal

Article 2: Objet de la convention

Article 3: Forme juridique

TITRE III : Engagements des parties

Article 4: Objectifs

Article 5: Gestion du personnel

Article 6: Système de contrôle interne

Article 7: Développement durable

Article 8: Engagements financiers de l'Etat

Article 9: Plan financier

Article 10: Rythme de versement de l'indemnité

Article 11: Ressources financières de l'audit interne

Article 12: Suivi des recommandations du service d'audit interne

Article 13: Reddition des comptes, rapports et autres documents prévus par la loi sur l'Université

Article 14: Traitement des bénéfices et des pertes

Article 15: Affectation de la part de résultat annuel revenant à l'Université

Article 16: Utilisation du fonds d'innovation et de développement

TITRE IV : Suivi et vérification des objectifs fixés

Article 17: Objectifs, indicateurs et tableau statistique

Article 18: Modifications

Article 19: Evaluation de la convention

TITRE V : Dispositions finales

Article 20: Règlement des litiges

Article 21: Résiliation de la convention et modalités de résiliation

Article 22 : Entrée en vigueur, durée de la convention et renouvellement

TITRE I - Préambule et conditions cadres

L'Université de Genève

L'Université de Genève accueille, en 2018, plus de 17 000 étudiantes et étudiants, auxquels elle offre une large palette de formations de base et avancées dans le cadre du système de Bologne. L'Université contribue au progrès de la science en menant des recherches reconnues internationalement, visant à augmenter nos connaissances de la nature, de la société et de l'être humain. Elle rend de nombreux services à la Cité, en accueillant par exemple plus de 10 000 participants aux cours de formation continue, en organisant de nombreux événements ouverts au public, en accueillant des classes dans ses Scopes, en favorisant les transitions vers la Cité des innovations techniques et sociales ou encore en ouvrant certains cours à tous sur internet.

L'Université poursuit ses activités de formation, de recherche et de services dans un cadre d'autonomie et de liberté académique qui l'engage à mettre au centre de ses préoccupations une éthique responsable, dans le respect des règles morales de la société et dans l'exigence d'une ouverture à la société civile. L'autonomie, qui rend l'Université plus proactive permet, dans le paysage universitaire suisse en mutation, le développement de centres de compétences du plus haut niveau mondial. Les bénéfices de cette politique furent particulièrement visibles en 2018 lors de l'appel à projet du Fonds National Suisse (FNS) pour de nouveaux Pôles de Recherche Nationaux (PRN) : un tiers des projets classés A et B au niveau national provenaient de l'Université de Genève.

L'Université de Genève est ainsi classée dans le 1% des meilleures universités au monde parmi plus de 20'000 établissements d'enseignement supérieur. Elle fait partie du peloton de tête des universités européennes dans tous les classements mettant en valeur la productivité scientifique. En 2018, le plus connu de ces rankings, celui de Shanghai, a classé l'Université de Genève au 59^e rang mondial.

Toutefois, dans le concert mondial, pour que la Suisse reste une référence, les Hautes écoles doivent coordonner leurs forces et leurs compétences. Ainsi, l'Université s'est associée à des réseaux comme la Ligue européenne des universités de recherche (LERU) qui rassemble une vingtaine parmi les meilleures universités généralistes d'Europe. Sur le plan régional ou encore national, l'Université coopère activement avec les autres hautes écoles suisses, notamment à travers le réseau Swissuniversities. Cette coopération débouche par exemple sur des partages d'enseignements ou la création de pôles de recherche scientifique.

Conduire le développement

Les montants alloués au titre de la convention d'objectifs 2015-2019 n'ayant pas pu satisfaire l'ensemble des projets prévus, l'Université de Genève a utilisé très largement son Fonds d'Innovation et de Développement et sa Réserve Stratégique qu'elle avait constitué précédemment, conformément à l'article 24, alinéa 3 LU, pour lancer de nouveaux projets et poursuivre son développement. Par ailleurs, pour faire face à un nombre croissant d'étudiantes et d'étudiants, l'Université a pu bénéficier d'un soutien accru de la Confédération.

Aujourd'hui, l'Université de Genève est devenue une actrice incontournable du développement social et économique de notre canton. Que ce soit au niveau de la transformation numérique de la société, où nous sommes étroitement associés aux initiatives

publiques et reconnus comme précurseurs par nos principaux partenaires académiques, dans le champ de l'innovation sociétale, ou encore dans le domaine de l'expertise académique que nous apportons aux organisations internationales, l'Université de Genève occupe aujourd'hui une place privilégiée.

**Trois priorités :
numériques,
ODD, innovation**

Les priorités de développement sont au nombre de trois.

Tout d'abord consolider le profil de l'Université dans le domaine du numérique touchant tous les secteurs. Il convient donc de former nos étudiant-e-s, en formation de base et en formation continue, à l'usage de ces outils, d'en comprendre les forces et faiblesses. Il convient également d'en étudier les impacts sur la société. Grâce à sa polyvalence, l'Université a le potentiel pour être un acteur majeur dans ce domaine. Pour y parvenir, elle doit pouvoir consentir à des investissements substantiels qui dépassent manifestement ses seules capacités financières. Par exemple, dans le domaine de l'intelligence artificielle, la formation des médecins, juristes, interprètes, géographes de demain exige de repenser en profondeur tous nos programmes de cours, quelles que soient les facultés, pour y intégrer une compréhension de l'IA et surtout réfléchir aux conséquences qu'elle aura pour le développement du monde professionnel. Au niveau de la recherche, l'université a la capacité d'être le lieu où les prochaines révolutions peuvent émerger et où, dans le même temps, ces révolutions et leurs impacts sur la société peuvent être appréhendées dans un cadre neutre. Enfin, au niveau de l'administration de notre institution, l'introduction de l'IA dans nos processus pourrait permettre d'accroître et / ou de perfectionner nos prestations.

Un autre axe de développement important s'articule autour des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies. Ceux-ci sont à la fois en lien fort avec les valeurs de l'Université, exprimées dans son plan stratégique, et couvrent des thématiques qui doivent être saisies par une approche multidisciplinaire. De plus, un tel développement permettrait de renforcer les liens étroits qui existent entre l'Université et la Genève internationale.

Le troisième axe de développement est celui de l'innovation et des liens avec la Cité. Depuis plusieurs années, l'UNIGE se caractérise par un engagement fort dans la Cité. Et le rôle de l'Université est clef pour favoriser une dynamique d'innovation régionale parce qu'elle a également pour mission de répondre aux besoins de la société dans son sens le plus large en favorisant la traduction de la recherche scientifique en applications concrètes. Pour répondre aux besoins des acteurs socio-économiques, les scientifiques ont donc une responsabilité : celle de collaborer de façon ouverte pour utiliser au mieux leurs savoirs, leurs découvertes, leurs technologies afin de trouver des solutions efficaces, durables et basées sur l'évidence scientifique.

Ces trois axes sont bien évidemment imbriqués les uns dans les autres : le numérique renforcera l'innovation et les Objectifs de Développement Durable font partie des thématiques majeures portées par les organisations internationales et donc par notre Cité. Ils forment un tout cohérent.

**Principe
budgétaire**

L'enveloppe budgétaire est déterminée à partir d'un plan financier quadriennal (PFQ) remis par l'Université, document élaboré sur la base des éléments et lignes directrices ci-après qui constituent le contexte et le cadre budgétaire général de l'Etat et des entités subventionnées.

Le budget Etat, considéré dans la présente convention, est composé de l'indemnité cantonale, des subventions fédérales, des contributions des autres cantons ainsi que des recettes propres de l'Université (écolages, prestations de services à des tiers, autres recettes).

Le plan financier quadriennal établi sur la base du budget Etat est annexé à la présente convention. Il est composé d'un compte d'exploitation qui détaille les dépenses et les sources de financement de l'Université et d'un compte de fonctionnement décliné par prestations.

But de la convention

Cette convention est élaborée conformément à la loi sur l'université qui prévoit, à son article 21, que l'Etat et l'Université négocient tous les quatre ans les objectifs assignés à l'Université, les modalités que celle-ci entend mettre en œuvre pour les atteindre, les méthodes et les critères permettant de déterminer si ces objectifs ont été atteints. La présente convention d'objectifs consigne ces différents éléments et fixe les engagements financiers de l'Etat.

Cette convention est également conforme à la loi sur les indemnités et les aides financières (article 11 et 12 LIAF). Le Conseil d'Etat de Genève, par voie du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, entend mettre en place des processus de collaboration dynamiques, dont les conventions d'objectifs sont les garantes.

Principe de proportionnalité

Les parties tiennent compte du principe de proportionnalité dans l'élaboration de la convention d'objectifs en appréciant notamment :

1. le niveau de financement de l'Etat par rapport aux différentes sources de financement de l'Université de Genève;
2. l'importance de l'indemnité octroyée par l'Etat;
3. les relations avec les autres instances publiques.

Principe de bonne foi

Les parties s'engagent à appliquer et à respecter la présente convention et les accords qui en découlent avec rigueur et selon le principe de la bonne foi.

TITRE II - Dispositions générales

Article 1

- Cadre légal* Les bases légales relatives à la présente convention d'objectifs sont :
- La loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE), du 30 septembre 2011 (RS 414.20);
 - La loi sur l'université (LU), du 13 juin 2008 (C 1 30) et ses règlements;
 - La loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005 (D 1 11) et son règlement d'application (RIAF), du 20 juin 2012 (D 1 11.01);
 - La loi sur la gestion administrative et financière de l'État (LGAF), du 4 octobre 2013 (D 1 05) et son règlement sur l'établissement des états financiers (REEF), du 10 décembre 2014 (D 1 05.15);
 - La loi sur la surveillance de l'Etat (LSurv), du 13 mars 2014 (D 1 09);
 - La Convention "Argent" entre l'Etat de Genève et l'Université de Genève portant sur une optimisation de la gestion de la trésorerie, du 25 février 2008.

Article 2

- Objet de la convention*
1. La présente convention s'inscrit dans le cadre du programme public "Hautes écoles" (F05).
 2. Selon l'article 2 de la loi sur l'université, l'Université est un service public dédié à l'enseignement supérieur de base et approfondi, à la recherche scientifique fondamentale et appliquée et à la formation continue. Elle travaille selon les principes d'objectivité, de discussion ouverte et de réfutabilité qui fondent une démarche intellectuelle rationnelle.
 3. L'Université contribue au développement culturel, social et économique de la collectivité, notamment par la valorisation de la recherche et son expertise. Elle informe le public et contribue à la réflexion sur l'évolution des connaissances et leur impact sur la société et l'environnement.
 4. L'Université contribue à la démocratisation des études et à l'égalité des chances (article 3 LU).

Article 3

- Forme juridique* L'Université est un établissement de droit public doté de la personnalité morale, placé sous la surveillance du Conseil d'Etat qui l'exerce par l'intermédiaire du département (article 1, alinéa 1 de la loi sur l'université).

Titre III - Engagements des parties

Article 4

Prestations attendues du bénéficiaire

1. L'Université s'engage à fournir les prestations publiques d'enseignement supérieur, de recherche et de service à la Cité que lui assigne la loi sur l'université.

2. Dans ce cadre, durant la période 2020-2023, elle visera à améliorer ses prestations en poursuivant trois catégories d'objectifs :

- A) les objectifs stratégiques prioritaires;
- B) les objectifs de qualité;
- C) les objectifs institutionnels.

A) Objectifs stratégiques prioritaires	
1.	Consolider le profil de l'Université dans le domaine du numérique
Objectif 1.1	Assurer un développement à long terme d'enseignement et de recherches consacrés au numérique et à ses enjeux.
<u>Indicateur</u> :	Nombre de recrutements professoraux dont le cahier des charges est lié au numérique et à ses enjeux.
Objectif 1.2	Repenser les cursus à la lumière des besoins sociétaux à l'ère du numérique.
<u>Indicateur</u> :	Nombre de cursus révisés ou créés.
Objectif 1.3	Accompagner la transition vers le numérique des activités d'enseignement, de recherche et de support.
<u>Indicateur</u> :	Etat d'avancement des projets du plan d'action de la stratégie numérique.

2.	Consolider le profil de l'Université dans le domaine des Objectifs de développement durable
Objectif 2.1	Assurer le développement à long terme d'enseignements et de recherches sur les Objectifs du développement durable ainsi que dans les domaines liés à ces 17 objectifs.
<u>Indicateur</u> :	Nombre d'étudiant-e-s participants à un cours transversal sur le développement durable.

Objectif 2.2	Améliorer les pratiques de l'Université en termes de durabilité.
<u>Indicateur</u> :	Degré d'avancement des réalisations visant à améliorer l'impact de l'Université en termes de durabilité.
Objectif 2.3	Devenir l'accès privilégié des Organisations Internationales et Organisations Non Gouvernementales vers le savoir et l'expertise académique
<u>Indicateur</u> :	Nombre de projets développés avec les OI/ONG.

3.	Renforcer les passerelles entre la recherche et la société
Objectif 3.1	Développer des pré-incubateurs.
<u>Indicateur</u> :	Nombre de projets pré-incubés.
Objectif 3.2	Renforcer les outils existants pour l'innovation.
<u>Indicateur</u> :	Nombre de brevets déposés.
Objectif 3.3	Développer de nouveaux formats de transmission des savoirs.
<u>Indicateur</u> :	Nombre de dossiers présentés au prix de l'enseignement.

B)	Objectifs de qualité
4.	Faire de l'UNIGE une université modèle dans l'accueil, l'encadrement et les conditions d'études de tou-te-s les étudiant-e-s
Objectif 4.1	Renforcer le soutien des étudiant-e-s tout au long de leurs études et jusqu'à l'insertion professionnelle.
<u>Indicateur</u> :	Nombre d'étudiant-e-s ayant participé aux prestations du centre des carrières.
Objectif 4.2	Développer les activités para-académiques pour améliorer l'expérience estudiantine et le développement de compétences transverses.
<u>Indicateur</u> :	Nombre d'étudiant-e-s ayant participé aux ateliers ou aux activités qui développent les compétences transverses.
Objectif 4.3	Développer une politique d'inclusivité recouvrant notamment les questions de handicaps, de genres, de conditions socio-économiques et de parentalité.
<u>Indicateur</u> :	Pourcentage d'étudiant-e-s accompagnés par la cellule des besoins spécifiques ayant une satisfaction supérieure à 70%.

5.	Assurer l'excellence et l'impact de la recherche scientifique
Objectif 5.1	Au sein des disciplines rassemblées à l'Université, développer des grands projets d'envergure nationale et internationale, notamment ceux identifiés par le Fonds National Suisse (FNS) à travers son programme de Pôles de recherche nationaux (PRN), et par la Commission Européenne à travers son programme « Future and Emerging Technologies flagships ».
<u>Indicateur :</u>	Ressources obtenues pour les nouveaux projets.
Objectif 5.2	Soutenir les recherches et programmes prioritaires des facultés.
<u>Indicateur :</u>	Montant du soutien accordé aux programmes prioritaires des facultés.
Objectif 5.3	Garantir l'encadrement des doctorant-e-s, notamment à travers les programmes doctoraux et la création d'un Graduate campus.
<u>Indicateur :</u>	Taux de réalisation du projet.
Objectif 5.4	Créer un Institut d'Etudes Avancées qui renforce les synergies interdisciplinaires en particulier avec l'EPFL dans les sciences théoriques et avec Sorbonne-Université dans les sciences humaines.
<u>Indicateur :</u>	Taux de réalisation du projet.
Objectif 5.5	Soutenir la mise en accès libre des publications (Open access) et la mise à disposition des données lorsque cela est jugé pertinent (Open research data).
<u>Indicateur :</u>	Proportion d'articles, de livres ou de chapitres de livres déposés dans l'Archive ouverte en accès libre par rapport aux articles, livres ou chapitres de livres qui ne sont pas en accès libre. Nombre de publications soutenues grâce au fonds d'aide.
Objectif 5.6	Soutenir les chercheur-euse-s dans leur recherche de fonds compétitifs externes.
<u>Indicateur :</u>	Volume de fonds obtenus auprès du FNS et de la Commission européenne.

C) Objectifs institutionnels	
6. Assurer le développement des infrastructures	
Objectif 6.1	Assurer un développement des locaux qui permette d'absorber la croissance des activités et notamment l'augmentation du nombre d'étudiantes et d'étudiants. Assurer l'entretien durable des bâtiments confiés à l'Université par l'Etat. A cette fin, l'Etat transfère les ressources nécessaires.
<u>Indicateur :</u>	Nombre de m2 par étudiant-e-s en comparaison des normes suisses. Coût des locaux que l'Université doit louer pour assurer ses missions.
Objectif 6.2	Permettre à la Bibliothèque de l'université de maintenir une offre de publications scientifiques qui réponde aux besoins de la communauté universitaire.
<u>Indicateur :</u>	Nombre d'éditeurs avec lesquels une renégociation des conditions d'accès aux publications a bénéficié à l'UNIGE.

7. Viser l'excellence dans la gestion des ressources humaines

Objectif 7.1	Assurer un environnement sûr à l'ensemble de la communauté universitaire, notamment en améliorant les outils de lutte contre le harcèlement et en développant sa politique de sécurité.
<u>Indicateur :</u>	Degré d'avancement des réalisations en vue de l'amélioration du respect et de la sécurité de la communauté universitaire.
Objectif 7.2	Développer les programmes de formation continue pour les membres du personnel.
<u>Indicateur :</u>	Montant des fonds dédiés à la formation continue du personnel.
Objectif 7.3	Améliorer les conditions de travail en mettant l'accent notamment sur l'ergonomie et l'aménagement des places de travail, ainsi que sur l'inclusion des personnes handicapées.
<u>Indicateur :</u>	Degré d'avancement des réalisations visant à l'amélioration des conditions de travail.
Objectif 7.4	Maintenir le quota minimum de 4% d'apprenti-e-s formé-e-s conformément à l'arrêté du Conseil d'Etat du 20 décembre 2017. L'Université veille à ce que l'ensemble de ses subdivisions participent à cet engagement et à diversifier ses formations.
<u>Indicateur :</u>	Nombre d'apprenti-e-s formé-e-s.

Objectif 7.5	Promouvoir les carrières académiques féminines.
<u>Indicateur :</u>	Nombre de professeur-e-s assistant-e-s en pré-titularisation conditionnelle. Pourcentage de femmes parmi les nouvelles nominations au sein du corps professoral.
Objectif 7.6	Promouvoir la relève en améliorant le soutien aux membres du corps des collaboratrices et collaborateurs de l'enseignement et de la recherche dans les différentes étapes de leur carrière professionnelle, académique ou extra-académique.
<u>Indicateur :</u>	Degré d'avancement des réalisations en vue de l'amélioration du soutien aux membres du corps des collaboratrices et collaborateurs de l'enseignement et de la recherche.

Article 5

Gestion du personnel

L'Université tient à disposition du département son organigramme, le cahier des charges du personnel ainsi qu'une description de ses conditions salariales et de travail, conformément à l'article 12 de la LIAF.

Article 6

Système de contrôle interne

1. L'Université doit mettre en œuvre et maintenir un système de contrôle interne conforme aux normes et principes édictés dans le manuel du contrôle interne de l'Etat.

2. Le système de contrôle interne fait l'objet d'une vérification par l'organe de révision externe. Lors de chaque bouclage comptable, l'organe de révision doit attester de l'existence d'un système de contrôle interne (SCI comptable, financier et opérationnel) et doit l'évaluer sur la base du barème du manuel de l'Etat de Genève.

Article 7

Développement durable

L'Université s'engage à ce que les objectifs qu'elle poursuit et les actions qu'elle entreprend s'inscrivent dans une perspective de développement durable, conformément à la loi sur l'action publique en vue d'un développement durable (Agenda 21) (LDD), du 12 mai 2016.

Article 8

Engagements financiers de l'Etat

1. L'Etat de Genève, par l'intermédiaire du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, s'engage à verser annuellement à l'Université de Genève une indemnité, monétaire et non monétaire, sous réserve de l'accord du Grand Conseil dans le cadre de l'approbation annuelle du budget. Cette indemnité recouvre tous les éléments de charge en lien avec les missions de l'Université.

Montant annuel de l'indemnité monétaire

2. Les montants de l'indemnité monétaire engagés sur quatre ans sont les suivants :

2020	353 320 311 francs
2021	355 320 311 francs
2022	357 320 311 francs
2023	359 320 311 francs

L'indemnité n'est accordée qu'à titre conditionnel (article 25 LIAF). Les montants peuvent être modifiés par décision du Conseil d'Etat si, dans le cadre du vote du budget annuel, l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou ne l'est que partiellement.

Montant de l'indemnité non monétaire

3. Les montants de l'indemnité non monétaire concernent la mise à disposition des terrains, bâtiments et équipements, le service de gestion des rémunérations des collaborateurs de l'Université par l'Office du personnel de l'Etat, ainsi que les prestations du Service de santé du personnel de l'Etat.

Mise à disposition de terrains, bâtiments, équipements	63 546 116 francs
Prestations OPE (gestion des salaires et service de santé du personnel de l'Etat)	780 000 francs
Total indemnités non monétaires	64 326 116 francs

Les montants sont réévalués annuellement et figurent en annexe au budget et aux comptes de l'Etat de Genève et de l'Université.

Bénéficiaire direct

4. Conformément à l'article 14 alinéa 3 de la LIAF, l'Université s'engage à être la bénéficiaire directe des subventions versées. Elle ne peut procéder à une redistribution sous forme de subvention que dans le cadre de ses missions.

Mécanismes salariaux

5. Il est accordé, au titre des mécanismes salariaux annuels, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil, un complément d'indemnité calculé sur la masse salariale de l'Université de Genève au prorata d'une part déterminée des revenus sur le total des produits. Cette part déterminée correspond aux subventions fixées et non indexées par l'Etat ainsi qu'aux autres revenus sur lesquels l'Université de Genève ne peut influencer.

Indexation

6. L'indexation décidée par le Conseil d'Etat donne également lieu à une augmentation de l'indemnité. Ce complément est calculé sur la masse salariale de l'Université de Genève au prorata d'une part déterminée des revenus sur le total des produits. Cette part déterminée correspond aux subventions fixées et non indexées par l'Etat ainsi qu'aux autres revenus sur lesquels l'Université de Genève ne peut influencer.

7. Le versement des montants ci-dessus n'intervient que lorsque la loi de ratification est exécutoire.

Article 9

Plan financier

1. Le plan financier pluriannuel est élaboré par le Rectorat et est soumis pour avis au Conseil d'orientation stratégique. Il comprend une estimation des besoins financiers (charges de fonctionnement) et une évaluation des moyens y relatifs (revenus de fonctionnement). Il couvre les activités dont le financement est assuré par le Fonds Etat composé de l'indemnité cantonale, des subventions fédérales, des contributions des autres cantons ainsi que des recettes propres de l'Université.

2. Le plan financier fait apparaître les ressources financières affectées aux activités ordinaires de la fonction d'audit interne de l'Université. Ce montant fixé en concertation avec le Comité d'audit n'intègre pas les frais occasionnés par les missions d'audit nécessitant l'appui d'un tiers.

3. Actualisé chaque année, le plan financier pluriannuel s'inscrit dans le processus d'élaboration budgétaire. Il a pour objectif d'accompagner le budget annuel d'une vision financière à moyen terme. Son établissement suit les mêmes règles que celles de l'élaboration du budget annuel.

Article 10

Rythme de versement de l'indemnité

1. L'indemnité est mise à disposition de l'Université suivant les modalités qui sont fixées dans la Convention sur la caisse centralisée en vertu de l'article 24, alinéa 2 de la loi sur l'université et de l'article 17 du règlement sur les finances de l'Université.

Application des "douzièmes provisoires"

2. En cas de refus du budget annuel par le Grand Conseil, les paiements sont effectués selon le principe des douzièmes provisoires, conformément à l'article 42 LGAF.

Article 11

Ressources financières de l'audit interne

L'Université s'engage à assurer le financement des activités de la fonction d'audit interne. Le budget destiné aux activités ordinaires de l'audit interne est fixé d'entente avec le Comité d'audit et validé dans le cadre de la présente convention. Il ne peut faire l'objet de modification ou réaffectation sans l'accord formel du Conseil d'Etat.

Les frais occasionnés par les missions d'audit qui nécessitent l'appui d'un tiers seront alloués une fois par année par l'Université sur demande du Comité d'audit. Cette demande spécifiera l'objet des missions, leurs périmètres et les montants nécessaires à leur réalisation.

Ces financements tiennent compte du caractère conditionnel de l'octroi de l'indemnité cantonale (article 25 LIAF) précisé à l'article 8 alinéa 2 de la présente convention.

Article 12

Suivi des recommandations du service d'audit interne

L'Université s'engage à respecter les recommandations figurant dans les rapports du service d'audit interne et à mettre en œuvre dans le délai indiqué par le département de tutelle les mesures correctrices qui ne sont pas contestées ou qui ont fait l'objet d'une décision au sens de l'article 17 de la LSurv.

Article 13

Reddition des comptes, rapports et autres documents prévus par la loi sur l'université

1. Conformément à la loi sur les indemnités et les aides financières (article 12 alinéa 3) et à la loi sur l'université (article 23 alinéa 4 lettre d), l'Université, en fin d'exercice comptable mais au plus tard 3 mois après la date de clôture du dernier exercice, transmet au département de tutelle les états financiers de l'exercice écoulé révisés conformément au règlement sur l'établissement des états financiers (REEF), du 6 novembre 2013. Ces états financiers font l'objet d'une approbation par le Grand Conseil.

2. L'Université, en fin d'exercice comptable mais au plus tard 3 mois après la date de clôture du dernier exercice, transmet au département de tutelle son rapport de gestion. Ce rapport de gestion comprenant des informations sur la mise en œuvre de la convention d'objectifs et sur le dispositif de contrôle des activités accessoires est également transmis au Grand Conseil pour information.

3. Les documents prévus à l'article 23 de la loi sur l'université sont listés à l'annexe 3 qui précise les délais ainsi que la fréquence de transmission.

Article 14

Traitement des bénéfices et pertes

1. Au terme de l'exercice comptable, pour autant que les prestations financées aient été fournies conformément à la convention d'objectifs, le résultat annuel établi conformément à l'article 12 est réparti entre l'Etat de Genève et l'Université selon la clé figurant à l'alinéa 4 du présent article, et sur la base des principes arrêtés dans la loi sur l'université (article 24) et dans le règlement sur les finances de l'Université (article 12).

2. Une créance reflétant la part restituable à l'Etat est constituée dans les fonds étrangers de l'Université. Elle s'intitule "subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention". La part conservée par l'Université « résultat net du Fonds Etat après répartition » (part conservée par l'Université) est comptabilisée dans ses fonds propres.

3. Pendant la durée de la convention d'objectifs, les éventuelles pertes annuelles sont également réparties selon la clé figurant à l'alinéa 4 du présent article et sont déduites de la créance jusqu'à concurrence du solde disponible et des comptes de réserves spécifiques, définies à l'article 24, alinéas 2 et 3 de la loi sur l'université de la réserve « part de subvention non dépensée ».

4. L'Université conserve 75% du résultat annuel du Fonds Etat avant répartition. Le solde revient à l'Etat.

5. A l'échéance de la convention, l'Université restitue l'éventuel solde de la créance « subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention » à l'Etat.

6. A l'échéance de la convention, l'Université assume les éventuelles pertes reportées.

Article 15

Affectation de la part du résultat annuel revenant à l'Université

1. Le résultat net du Fonds Etat après répartition est affecté aux deux réserves spécifiques selon la répartition suivante :

- a. 60% en faveur de la réserve pour « fonds d'innovation et de développement (FID) »;
- b. 40% en faveur de la réserve « part de subvention non dépensée ».

2. A l'échéance de la convention, le solde disponible de la réserve « part de subvention non dépensée » est attribué à la réserve « Fonds d'innovation et de développement ».

Article 16

Utilisation du Fonds d'innovation et de développement

1. En vertu du règlement sur les finances (article 14), la réserve FID est utilisée pour financer les projets de durée limitée et sans incidence directe sur l'indemnité cantonale. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du plan stratégique à long terme de l'Université.

2. Une directive du Rectorat définit les conditions et modalités de financement de ces projets.

Titre IV - Suivi et vérification des objectifs fixés

Article 17

*Objectifs,
indicateurs,
tableau
statistique*

1. Les objectifs définis à l'article 4 de la présente convention sont évalués par le biais d'indicateurs listés dans ce même article. Un recueil des indicateurs de la convention et des cibles par type d'objectifs figure à l'annexe 2.

2. Les indicateurs définis sont pertinents et établis en lien avec la pratique de terrain de l'Université.

3. Le tableau des données statistiques figurant à l'annexe 1 de la présente convention permet de suivre la tendance générale de l'activité de l'Université. Il est réactualisé et commenté chaque année et inclus au rapport annuel de gestion.

Article 18

Modifications

En cas de changement important en cours de période, l'Etat et l'Université conviennent d'un avenant selon la procédure de l'article 21, alinéa 3 de la loi sur l'université.

Article 19

*Évaluation de la
convention*

1. Les parties à la présente convention mettent en place un dispositif de suivi approprié qui implique la réunion des deux parties au moins une fois par année afin de :

- a) veiller à l'application de la convention;
- b) évaluer la réalisation des engagements par le biais des indicateurs et du rapport annuel de gestion établi par l'Université;
- c) permettre l'adaptation, la réorientation ou la redéfinition des conditions de la convention.

2. L'évaluation de la convention se fait en deux étapes :

- une auto-évaluation après trois ans;
- une évaluation externe avant la fin de la convention conformément à la loi sur l'université (article 23 alinéa 4 et article 25 alinéa 1).

*Évaluation
externe*

3. L'évaluation externe est réalisée par un comité d'experts extérieurs.

4. Conformément à l'article 34 alinéa 3 de la loi sur l'université, le Rectorat sollicite l'avis du conseil d'orientation stratégique sur le mandat des évaluations externes et les conclusions à tirer des évaluations externes.

5. Les résultats de l'évaluation sont publics.

Titre V - Dispositions finales

Article 20

Règlement des litiges

1. Les parties s'efforcent de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir dans l'application et l'interprétation de la présente convention.
2. En cas d'échec, elles peuvent recourir d'un commun accord à la médiation.
3. A défaut d'un accord, le litige peut être porté devant la chambre administrative de la Cour de justice.

Article 21

Résiliation de la convention

1. Le Conseil d'Etat peut résilier la convention et exiger la restitution de tout ou partie de l'indemnité lorsque :
 - a) l'indemnité n'est pas utilisée conformément à l'affectation prévue;
 - b) le bénéficiaire n'accomplit pas ou accomplit incorrectement sa tâche malgré une mise en demeure;
 - c) l'indemnité a été indûment promise ou versée, soit en violation du droit, soit sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet.

Modalités de résiliation

2. Sauf si les circonstances l'exigent, la résiliation s'effectue par écrit, moyennant un préavis de 6 mois pour la fin d'une année.

Article 22

Entrée en vigueur, durée de la convention et renouvellement

1. La convention entre en vigueur le 1er janvier 2020 dès que la loi d'approbation est votée. Elle est valable jusqu'au 31 décembre 2023.
2. Les parties conviennent d'étudier les conditions de renouvellement de la convention au moins douze mois avant son échéance.

Fait à Genève, le 11.11.2014, en deux exemplaires originaux.

Pour la République et canton de Genève :
représentée par Madame Anne Emery-Torracinta,
Conseillère d'Etat chargée du département de l'instruction publique,
de la formation et de la jeunesse



Pour l'Université de Genève
représentée par Monsieur Yves Flückiger

Recteur



Annexe 1 : Tableau des données statistiques

	Statistiques décembre 2018	Statistiques décembre 2020	Statistiques décembre 2021	Statistiques décembre 2022	Statistiques décembre 2023
<i>Selon les indicateurs de la Confédération</i>					
Etudiants (sans les instituts rattachés à l'Université)					
Nombre d'étudiants total	17'271				
Nombre d'étudiants inscrits en baccalauréat universitaire	8'587				
Nombre d'étudiants inscrits en maîtrise universitaire	4'783				
Nombre d'étudiants inscrits en MAS	1'023				
Nombre d'étudiants inscrits doctorats	2'291				
Nombre d'autres formations ¹	587				
Personnel (EPT, tous fonds confondus, taux moyen 2018)	4'514.90				
Professeurs, catégories de personnel SIUS 511 à 514	509.45				
Autre enseignants, catégories SIUS 521-522	328.41				
Maîtres-assistants, assistants, postdocs, collaborateurs scientifiques catégories SIUS 530-540	2'054.74				
Personnel administratif et technique, catégories 560 à 590	1'622.3				

	Statistiques décembre 2018	Statistiques décembre 2020	Statistiques décembre 2021	Statistiques décembre 2022	Statistiques décembre 2023
Dépenses (2018, produits d'exploitation hors imputations internes diminués du résultat net de l'exercice)					
Fonds provenant de l'« État »	CHF 542'900'520				
Fonds provenant de l'extérieur	CHF 238'675'495				
dont fonds du FNS	CHF 97'322'081				
dont fonds des programmes européens	CHF 18'079'986				
dont autres fonds institutionnels	CHF 123'273'427				
Total	CHF 781'576'014				
Recherche					
Nombre de subsides européens reçus en 2018	27 nouveaux projets				
Nombre de nouveaux subsides de recherche attribués par le FNS en 2018	219 nouveaux subsides				

1. Certificats, stages, programmes complémentaires

Annexe 2 : Recueil des indicateurs de la convention et des cibles par type d'objectifs

Remarque préliminaire : les rapports d'évaluation des différentes COB ont régulièrement souligné l'aspect très réducteur d'indicateurs quantitatifs pour mesurer pleinement l'atteinte d'objectifs sur des domaines aussi complexes que l'enseignement, la recherche, la diffusion des connaissances ou encore la qualité d'un environnement de travail. Les indicateurs proposés sont donc compris dans leur sens étymologique, c'est-à-dire qu'ils n'ont pour fonction que d'indiquer. Ils devront s'accompagner systématiquement d'une évaluation qualitative de l'atteinte des objectifs poursuivis.

A) Objectifs stratégiques prioritaires								
1. Consolider le profil de l'Université dans le domaine du numérique								
No	Mesure	Indicateur	Mode de calcul	Valeur 2019	Cible 2020	Cible 2021	Cible 2022	Cible 2023
1.1	Assurer un développement à long terme d'enseignement et de recherches consacrés au numérique et à ses enjeux.	Nombre de recrutements professoraux dont le cahier des charges est lié au numérique et à ses enjeux.	Valeur cumulée sur les années précédentes.	0	0	1	2	3
1.2	Repenser les cursus à la lumière des besoins sociétaux à l'ère du numérique.	Nombre de cursus révisés ou créés.	Valeur cumulée sur les années précédentes. Au moins un cours dédié dans le cursus.	0	0	1	3	5
1.3	Accompagner la transition vers le numérique des activités d'enseignement, de recherche et de support.	Etat d'avancement des projets du plan d'action de la stratégie numérique.	Sur l'année précédente.	0%	0%	25%	50%	75%

Consolider le profil de l'Université dans le domaine des Objectifs de développement durable									
No	Mesure	Indicateur	Mode de calcul	Valeur 2019	Cible 2020	Cible 2021	Cible 2022	Cible 2023	
2.1	Assurer le développement à long terme d'enseignements et de recherches sur les Objectifs du développement durable ainsi que dans les domaines liés à ces 17 objectifs	Nombre d'étudiant-e-s participants à un cours transversal sur le développement durable.	Sur l'année précédente.	80	80	100	120	140	
2.2	Améliorer les pratiques de l'Université en termes de durabilité.	Degré d'avancement des réalisations visant à améliorer l'impact de l'Université en termes de durabilité.	Sur l'année précédente.	0%	0%	25%	50%	75%	
2.3	Devenir l'accès privilégié des Organisations Internationales et Organisations Gouvernementales vers le savoir et l'expertise académique	Nombre de projets développés avec les OI/ONG.	Valeur cumulée sur les années précédentes.	0	2	4	6	8	

3. Renforcer les passerelles entre la recherche et la société									
<i>No</i>	<i>Mesure</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Mode de calcul</i>	<i>Valeur 2019</i>	<i>Cible 2020</i>	<i>Cible 2021</i>	<i>Cible 2022</i>	<i>Cible 2023</i>	
3.1	Développer des pré-incubateurs	Nombre de projets pré-incubés	Valeur cumulée sur les années précédentes.	0	0	2	6	10	
3.2	Renforcer les outils existants pour l'innovation	Nombre de brevets déposés	Sur l'année précédente.	19*	10	14	18	22	
3.3	Développer de nouveaux formats de transmission des savoirs	Nombre de dossiers présentés au prix de l'enseignement	Sur l'année précédente.	11	11	13	15	18	

* valeur importante due au doublement -non pérenne- du budget 2018 de dépôts de brevets. Sur la base du budget pérenne : 10 dépôts en 2016 et 7 en 2017.

Objectifs de qualité									
Faire de l'UNIGE une université modèle dans l'accueil, l'encadrement et les conditions d'études de tou.te.s les étudiant.e.s									
No	Mesure	Indicateur	Mode de calcul	Valeur 2019	Cible 2020	Cible 2021	Cible 2022	Cible 2023	
4.1	Renforcer le soutien des étudiant.e.s tout au long de leurs études et jusqu'à l'insertion professionnelle	Nombre d'étudiants ayant participé aux prestations du centre des carrières	Sur l'année précédente.	2600	2800	3000	3200	3200	
4.2	Développer les activités para-académiques pour améliorer l'expérience estudiantine et le développement de compétences transverses.	Nombre d'étudiants ayant participé aux ateliers ou aux activités qui développent les compétences transverses (soft skills)	Sur l'année précédente.	900	920	940	970	1000	
4.3	Développer une politique d'inclusivité recouvrant notamment les questions de handicaps, de genres, de conditions socio-économiques et de parentalité.	Pourcentage d'étudiants accompagnés par la cellule des besoins spécifiques ayant une satisfaction supérieure à 70%	Sur l'année précédente.	0%	0%	60%	70%	80%	

Assurer l'excellence et l'impact de la recherche scientifique									
No	Mesure	Indicateur	Mode de calcul	Valeur 2019	Cible 2020	Cible 2021	Cible 2022	Cible 2023	
5.1	Au sein des disciplines rassemblées à l'Université, développer des grands projets d'envergure nationale et internationale, notamment ceux identifiés par le Fonds National Suisse (FNS) à travers son programme de Pôles de recherche nationaux (PRN), et par la Commission Européenne à travers son programme « Future and Emerging Technologies flagships »	Ressources obtenues pour les nouveaux projets	Sur l'année précédente.	0	0	1 MCHF	2 MCHF	2 MCHF	
5.2	Soutenir les recherches et programmes prioritaires des facultés	Montant du soutien accordé aux programmes prioritaires des facultés	Valeur cumulée sur les années précédentes.	0	0	0.5 MCHF	1 MCHF	1.5 MCHF	
5.3	Garantir l'encadrement des doctorant-e-s, notamment à travers les programmes doctoraux et la création d'un Graduate campus	Taux de réalisation du projet	Sur l'année précédente.	0%	20%	40%	60%	80%	

No	Mesure	Indicateur	Mode de calcul	Valeur 2019	Cible 2020	Cible 2021	Cible 2022	Cible 2023
5.4	Créer un Institut d'Etudes Avancées qui renforce les synergies interdisciplinaires en particulier avec l'EPFL dans les sciences théoriques et avec Sorbonne-Université dans les sciences humaines.	Taux de réalisation du projet	Sur l'année précédente.	0%	10%	25%	50%	75%
5.5	Soutenir la mise en accès libre des publications (Open access) et la mise à disposition des données lorsque cela est jugé pertinent (Open research data).	Proportion d'articles, de livres ou de chapitres de livres déposés dans l'Archive ouverte en accès libre par rapport aux articles, livres ou chapitres de livres qui ne sont pas en accès libre Nombre de publications soutenues grâce au fonds d'aide la publication	Sur l'année précédente.	55%	65%	80%	85%	90%
5.6	Soutenir les chercheur-euse-s dans leur recherche de fonds compétitifs externes.	Volume de fonds obtenus auprès du FNS et de la Commission européenne	Sur l'année précédente.	97+17 MCHF	99+17 MCHF	101+17 MCHF	103+18 MCHF	106+18 MCHF

C) Objectifs institutionnels						
6. Assurer le développement des infrastructures						
6.1	Assurer un développement des locaux qui permette d'absorber la croissance des activités et notamment l'augmentation du nombre d'étudiants et d'étudiantes. Assurer l'entretien durable des bâtiments confiés à l'Université par l'Etat.	Nombre de m2 par étudiant-e-s en comparaison des normes suisses Coût des locaux que l'Université doit louer pour assurer ses missions.	Sur l'année précédente.	11,38 m2 7'750 kCHF	11.88 m2 6'000 kCHF	12.38 m2 5'000 kCHF
6.2	Permettre à la Bibliothèque de l'université de maintenir une offre de publications scientifiques qui réponde aux besoins de la communauté universitaire.	Nombre d'éditeurs avec lesquels une renégociation des conditions d'accès aux publications a bénéficié à l'UNIGE	Valeur cumulée sur les années précédentes.	0	0	1
						2
						3
						13,48 m2 3000 kCHF

7. Viser l'excellence dans la gestion des ressources humaines									
No	Mesure	Indicateur	Mode de calcul	Valeur 2019	Cible 2020	Cible 2021	Cible 2022	Cible 2023	
7.1	Assurer un environnement sûr à l'ensemble de la communauté universitaire, notamment en améliorant les outils de lutte contre le harcèlement et en développant sa politique de sécurité.	Degré d'avancement des réalisations en vue de l'amélioration du respect et de la sécurité de la communauté universitaire	Sur l'année précédente.	0%	0%	25%	50%	75%	
7.2	Développer les programmes de formation continue pour les membres du personnel.	Montant des fonds dédiés à la formation continue du personnel	Sur l'année précédente, tous types de fonds confondus (ligne 309).	605 kCHF	610 kCHF	650 kCHF	700 kCHF	750 kCHF	
7.3	Améliorer les conditions de travail en mettant l'accent notamment sur l'ergonomie et l'aménagement des places de travail, ainsi que sur l'inclusion des personnes handicapées.	Degré d'avancement des réalisations visant à l'amélioration des conditions de travail	Sur l'année précédente.	0%	0%	25%	50%	75%	

No	Mesure	Indicateur	Mode de calcul	Valeur 2019	Cible 2020	Cible 2021	Cible 2022	Cible 2023
7.4	Maintenir le quota minimum de 4% d'apprenti-e-s formé-e-s conformément à l'arrêté du Conseil d'Etat du 20 décembre 2017. L'Université veille à ce que l'ensemble de ses subdivisions participent à cet engagement et à diversifier ses formations.	Nombre d'apprenti-e-s formé-e-s	La cible de 4% est calculée sur le nombre de collaborateur-trice-s PAT sur DIP. Valeur de l'année précédente.	52	54	57	59	61
7.5	Promouvoir les carrières académiques féminines.	Pourcentage de femmes parmi les nouvelles nominations au sein du corps professoral.	Sur l'année précédente.	47%	50%	50%	50%	50%
7.6	Promouvoir la relève en améliorant le soutien aux membres du corps des collaboratrices et collaborateurs de l'enseignement et de la recherche dans les différentes étapes de leur carrière professionnelle, académique ou extra-académique	Degré d'avancement des réalisations en vue de l'amélioration du soutien aux membres du corps des collaboratrices et collaborateurs de l'enseignement et de la recherche	Sur l'année précédente.	0%	0%	25%	50%	75%

Annexe 3 : Tableau des échéances de reddition des documents

Document	Fréquence et date de reddition	Émetteur	Destinataire (s)
Plan stratégique (art. 23 al. 4 LU)	Actualisation périodique	Rectorat	Conseil d'Etat et Grand Conseil (pour information)
Actualisation du plan stratégique	Périodiquement	Rectorat	Conseil d'Etat et Grand Conseil (pour information)
Budget inscrit dans le plan financier pluriannuel (art. 23 al. 4 LU)	Annuellement	Rectorat	Conseil d'Etat et Grand Conseil (pour information)
Comptes et rapport financier (art. 12 al. 3 LIAF et art. 23 al. 5 let a LU)	Annuellement / 3 mois après clôture du dernier exercice	Rectorat	Conseil d'Etat et Grand Conseil (pour information)
Rapport de gestion comprenant des informations sur la mise en œuvre de la convention et sur le dispositif de contrôle des activités accessoires (art. 23 al. 5, let b LU)	Annuellement / 4 mois après clôture du dernier exercice	Rectorat	Conseil d'Etat et Grand Conseil (pour information)
Rapport d'audit (art. 36 al. 4 LU)	Semestriellement	Comité d'audit	Conseil d'Etat et Rectorat
Rapport du conseil d'orientation stratégique (art. 34 al. 7 LU)	Annuellement	Conseil d'orientation stratégique	Conseil d'Etat et Grand Conseil
Rapport du comité d'éthique et de déontologie (art.35 al. 6 LU)	Annuellement	Comité d'éthique	Conseil d'Etat et Grand Conseil
Auto-évaluation de la convention	Après trois ans	Rectorat	Conseil d'Etat
Evaluation externe (art. 23 al. 4 et art. 25 al.1 LU)	Avant la fin de la convention	Mandat externe	Conseil d'Etat et Grand Conseil (pour information)

Annexe 4 : Plan financier quadriennal 2020-2023 de l'Université

SYNTHÈSE DES CHARGES ET REVENUS DU PFQ 2020-2023 (hors mécanismes salariaux)

Nature et libellé en milliers de CHF	Comptes 2018	B2019	Plan financier quadriennal							
			PF2020	Écart vs n-1	PF2021	Écart vs n-1	PF2022	Écart vs n-1	PF2023	Écart vs n-1
4 Revenus	556'459	562'555	566'451	3'896	570'384	3'933	576'801	6'417	582'949	6'148
Croissance en %		1.8%	0.7%		0.7%		1.1%		1.1%	
42 /43 Revenus divers	30'873	30'423	31'926	1'503	32'073	147	32'205	132	32'395	190
Emoluments	218	187	187	-	187	-	187	-	187	-
Taxes universitaires	12'181	12'565	12'876	311	13'023	147	13'155	132	13'345	190
Inscriptions aux cours d'été	834	925	925	-	925	-	925	-	925	-
Recettes médecine dentaire	4'218	4'233	4'233	-	4'233	-	4'233	-	4'233	-
Remboursements	2'708	2'312	2'312	-	2'312	-	2'312	-	2'312	-
Autres prestations de service et ventes	9'999	9'902	11'095	1'192	11'095	-	11'095	-	11'095	-
Recettes diverses	714	298	298	-	298	-	298	-	298	-
46 Subventions acquises	516'346	524'730	526'822	2'092	530'608	3'786	536'893	6'285	542'851	5'958
Indemnité cantonale monétaire	345'087	351'455	353'320	1'865	355'320	2'000	357'320	2'000	359'320	2'000
Subvention de base fédérale	108'007	111'282	112'265	983	114'622	2'357	117'144	2'522	119'747	2'603
Contribution fédérale aux frais locatifs	446	446	496	50	496	-	496	-	496	-
AIU	38'012	38'800	40'350	1'550	40'512	162	40'875	363	41'230	355
Produits différés liés aux investissements	18'423	18'200	18'400	200	19'000	600	20'400	1'400	21'400	1'000
EPGL Vaud, Autres	6'371	4'548	1'992	-2'556	659	-1'333	659	-	659	-
49 Imputations internes	9'240	7'402	7'702	300	7'702	-	7'702	-	7'702	-

Nature et libellé en milliers de CHF	Comptes 2018	B2019	Plan financier quadriennal							
			PF2020	Écart vs n-1	PF2021	Écart vs n-1	PF2022	Écart vs n-1	PF2023	Écart vs n-1
3 Charges	552'140	562'555	566'451	3'896	571'346	4'895	576'878	5'532	582'068	5'190
Croissance en %	1.8%	1.8%	0.7%		0.9%		1.0%		0.9%	
30 Charges du personnel	438'517	461'378	462'254	876	465'652	3'398	468'952	3'301	472'278	3'326
Personnel administratif (301)	131'521	138'271	139'186	915	140'641	1'455	141'357	716	142'067	709
Corps enseignant (302)	222'631	234'359	234'003	-356	235'369	1'366	237'336	1'967	239'331	1'994
Allocations, indemnités (304)	771	763	629	-135	629	-	629	-	629	-
Charges sociales (305)	81'596	86'081	86'828	747	87'404	577	88'022	617	88'643	622
Prestation employeur (306)	1'406	1'300	1'000	-300.0	1'000	-	1'000	-	1'000	-
Autres (309)	591	605	609	4	609	-	609	-	609	-
31 Dépenses générales	70'066	71'846	73'599	1'753	74'381	782	75'180	799	75'996	816
Dépenses générales	70'066	71'846	73'599	1'753	74'381	782	75'180	799	75'996	816
33 Amortissements	19'954	19'781	20'916	1'135	21'516	600	22'916	1'400	23'916	1'000
Amortissement lié aux invest.subventionnés	18'423	18'200	18'400	200	19'000	600	20'400	1'400	21'400	1'000
Amortissement Carl-Vogt	1'441	1'441	2'376	935	2'376	-	2'376	-	2'376	-
Perte sur débiteurs	91	140	140	-	140	-	140	-	140	-
36 Subventions accordées	18'558	18'655	18'716	61	18'831	115	18'864	33	18'912	48
39 Imputations internes	5'045	3'572	3'643	72	3'643	-	3'643	-	3'643	-
Objectif de non dépense	-	-12'677	-12'677	-	-12'677	-	-12'677	-	-12'677	-
Résultat net	4'319	-	-	-	-962	-962	-77	885	900	977

Nature et libellé en milliers de CHF	Comptes 2018	B2019	PF2020	Écart vs n-1	PF2021	Écart vs n-1	PF2022	Écart vs n-1	PF2023	Écart vs n-1
dont Ressources financières globales affectées à la fonction d'audit interne (seules les charges de personnel sont budgétées)										

Plan financier quadriennal par prestations (source: MCA CHF - modèle de la Confédération)

en KCHF	MCA 2018 État	C2018	B2019	PF2020	PF2021	PF2022	PF2023
Enseignement de base	23%	127'544	129'950	130'850	131'981	133'259	134'458
Enseignement post-grade	11%	59'631	60'756	61'177	61'705	62'303	62'863
Recherche	57%	315'824	321'782	324'010	326'810	329'974	332'943
Formation continue	3%	14'356	14'626	14'728	14'855	14'999	15'134
Service à la Cité	6%	34'785	35'441	35'686	35'995	36'343	36'670
Total	100%	552'140	562'555	566'451	571'346	576'878	582'068

Annexe 5 : Liste d'adresses des personnes de contact

Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse	Madame Anne Emery-Torracinta, Conseillère d'Etat Adresse postale : Rue de l'Hôtel-de-Ville 6 Case postale 3925 1211 Genève 3 Tél : 022 546 69 00
Unité des Hautes Ecoles	Madame Ivana Vrbica, directrice de l'Unité des Hautes Ecoles Unité des Hautes Ecoles 12, Quai du Rhône 1205 Genève Tél : 022 546 69 15
Rectorat de l'Université	Monsieur Yves Flückiger, Recteur Adresse postale : Université de Genève 24 rue du Général-Dufour 1211 Genève 4 Tél : 022 379 75 13
Service financier de l'Université	Monsieur Raphaël Ferrillo, Chef de la Division comptabilité et gestion financière Adresse postale : Université de Genève 24 rue du Général-Dufour 1211 Genève 4 Tél : 022 379 75 27
Audit externe	Mazars Chemin de Blandonnet 2 1214 Vernier Tél. +41 22 708 10 80

Annexe 6 : Utilisation des armoiries de l'Etat de Genève par les entités subventionnées par le département

Principes généraux

- Les départements n'ont pas de logo propre. Ils utilisent tous les armoiries de l'Etat.



- L'écusson et le texte sont indivisibles.

Utilisation des armoiries de l'Etat par des entités subventionnées par le département

Sous réserve de l'interdiction faite de l'utilisation des armoiries publiques par l'article 31, alinéa 3 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982 (LEDP ; A 5 05)¹, les supports de communication (affiches, affichettes, flyers, rapports d'activité et autres brochures) des entités subventionnées doivent nécessairement faire référence au soutien qui leur est apporté.

Cette référence peut se faire de 2 manières:

1. armoiries de l'Etat avec la mention "Avec le soutien de :"
2. texte seul: "Avec le soutien de la République et canton de Genève"

De préférence, on optera pour la solution 1 (armoiries).

Emplacement des armoiries ou du texte :

- pour les affiches, affichettes, flyers : en bas à droite
- pour les brochures, rapports et autres: 4^e de couverture, en bas à droite. Pour des raisons graphiques, il est possible de faire l'insertion en 2^{de} de couverture, en bas à droite.

La cellule communication du secrétariat général du département fournit les fichiers électroniques des armoiries et valide les bons à tirer des documents sur lesquels elles sont insérées.

¹ Pour tout imprimé, illustré ou non, relatif à une opération électorale et destiné à être diffusé ou exposé à la vue du public, l'article 31, alinéa 3 LEDP stipule que « l'utilisation des armoiries publiques, y compris sur des supports électroniques, est interdite sauf pour les communications officielles » (i.e. les supports de communication émanant du Conseil d'Etat, de la chancellerie d'Etat et de leurs services).